

La Mission de la mer soutient « L'Aquarius »

SOCIAL L'association catholique basque aide financièrement le navire humanitaire depuis 4 ans



« L'Aquarius » a sauvé 630 migrants au large de la Libye, il y a quelques jours. PHOTO MARCO PANZETTI

« L'Aquarius », navire humanitaire affrété par l'ONG française SOS Méditerranée, se trouve à nouveau dans la zone de secours des réfugiés. Le 17 juin, le navire qui avait secouru 630 migrants au large de la Libye, avait accosté dans le port espagnol de Valence à la suite des refus de l'Italie et de Malte de l'accueillir, une semaine plus tôt.

La Mission de la mer, association rattachée à l'action catholique, joue la carte de la solidarité au Pays basque depuis plusieurs mois.

Son représentant, l'aumônier des marins Mikel Epalza, a tenu à réagir suite au sauvetage du 17 juin : « Aidons "L'Aquarius" à sauver des

vies. "L'Aquarius" ce n'est pas qu'un bateau, c'est une belle humanité qui va au large de nos égoïsmes et qui invite à la solidarité et à la dignité humaine. »

Récolte de dons

La Mission de la mer du Pays basque soutient financièrement ce bateau depuis sa création. Cette année, pour la quatrième fois, elle lui renouvelle son aide. Les personnes qui veulent participer aux secours humanitaires peuvent envoyer un chèque à l'adresse suivante : Opération Aquarius, Mission de la mer Zokoia, 64122 Urrugne.

A. D.

Contraints de hiérarchiser la misère

HÉBERGEMENT D'URGENCE

Atherbea alerte sur une situation très tendue : seule une demande sur trois obtient une réponse, au Pays basque

PIERRE PENIN
p.penin@sudouest.fr

Jean-Daniel Elchiry expose la réalité avec sobriété, mais le directeur général d'Atherbea parle clair : en matière de grande détresse sociale, « l'ensemble du dispositif est sous-dimensionné au Pays basque ».

En 2017, l'association qui gère l'hébergement d'urgence et d'insertion sur le territoire n'a pu satisfaire qu'une demande sur trois. « On ne joue pas les Cassandre, on n'a jamais dramatisé, mais les choses se dégradent. » Tel fut le constat, hier, lors de l'assemblée générale d'Atherbea.

Le nombre de personnes sans abri à avoir sollicité le SIAO (1) a augmenté de 12 % entre 2016 et 2017. Soit 2 345 demandes au total. La grande précarité se développe, nul ne peut l'ignorer. Les travailleurs sociaux peinent à simplement respecter leurs principes d'action normaux. « L'hébergement d'urgence doit respecter l'immédiateté et l'inconditionnalité. C'est la loi. Mais la pénurie de places nous empêche de le faire. » La Maison de Gilles, à Biarritz, offre l'essentiel des « lits » :

33 à l'année. Les personnes y passent en moyenne 13 jours. Un répit pour, peut-être, commencer à penser rebond avec les professionnels d'Atherbea. Un futur, en somme. « Le souci c'est que pour accéder à la Maison de Gilles, aujourd'hui, c'est six semaines d'attente. Alors le principe d'immédiateté... » Seules 331 personnes sur 858 « candidats » ont pu intégrer l'hôtel social. « Cela après avoir réitéré cinq fois leur demande », grince Jean-Daniel Elchiry.

« Plus d'égalité »

Quant à l'« inconditionnalité », l'exercice quotidien conduit à en fouler le principe. Et officiellement : « Nous avons dû adopter des critères de vulnérabilité. » Hiérarchiser le malheur. Les mourants et les enfants d'abord, pourraient résumer, sans vraiment caricaturer. « Un jeune seul et en pas trop mauvaise santé n'a aucune chance d'entrer dans la Maison de Gilles. On n'est plus dans l'égalité de traitement. » On est dans le réel et il crie « sauve qui peut ».

Même constat dans les CHRS (2) Atherbea et Les Mouettes. Il faut faire



Les travailleurs sociaux et bénévoles consistent à bout de la chaîne, ils voient ceux qui restent sans toit. ARCHIVES B.L.

ici la différence entre hébergement d'urgence et d'insertion. Les CHRS répondent à la deuxième préoccupation, avec des durées d'accueil plus longues, un accompagnement global. Il faut compter trois à six mois d'attente pour intégrer le foyer Atherbea. Le délai s'allonge à 11 mois pour Les Mouettes, havre où des femmes

ou familles en détresse trouvent refuge. La loi sur le Droit au logement opposable (Dalo) fixe, par département, un « délai anormalement long » au-delà duquel une personne peut faire valoir devant les tribunaux administratifs son droit à un toit. Fait significatif de la tension locale : le préfet l'a élargi à 36 mois au Pays basque, contre

REPÈRES

58

C'est le nombre d'enfants (mineurs) accueillis avec leurs parents au sein de l'hôtel social la Maison de Gilles, en 2017.

108

C'est le nombre de demandes d'hébergement enregistrées par Atherbea de la part de femmes victimes de violences conjugales. Toutes n'ont pas pu être satisfaites.

8

C'est le nombre de nouvelles places créées en 2017 pour des femmes victimes de violences. Cela dans trois appartements à Bayonne.

contraindre à trouver des réponses », souligne le directeur général d'Atherbea.

Manque de moyens

Il peut témoigner de la détresse des sans-abri. Il connaît aussi celle des travailleurs sociaux face à eux. « Cette embolisation du système est très éprouvante pour les professionnels. Notamment ceux du SIAO qui passent leurs journées à leur dire "non". Les situations sont souvent compliquées, avec des personnes âgées à la rue, des couples avec enfants... »

La crainte de Jean-Daniel Elchiry et des gens de terrain : que la rareté des réponses conduise à moyen et long terme à l'extinction des demandes. « Il n'est pas de problème dont une absence de solution ne finisse par venir à bout », théorise le ministre Henri Queuille au siècle dernier.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous n'avons pu interroger les services de la Direction départementale de la cohésion sociale.

(1) Service intégré de l'accueil et de l'orientation. Soit la plateforme téléphonique qui enregistre les demandes d'hébergement d'urgence, en lien avec le 115.

Les personnels du SIAO orientent et coordonnent la prise en charge.

(2) Centre d'hébergement et d'insertion sociale.

12 mois en Béarn. La situation ne s'améliorera pas sans un effort des pouvoirs publics, et ce à toutes les strates de l'action sociale. Effort soutenant et trébuchant pour créer des places nouvelles d'hébergement et les postes qui vont avec. « D'autant que la croissance démographique de notre territoire, très attractif, va nous